

FACE AUX DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT DE LA RD CONGO, *faire la politique autrement devient un impératif citoyen*

Dans maints de nos pays d'Afrique, la scène politique est devenue semblable à un terrain de football où des groupes antagonistes se bousculent un trophée convoité par tous. La « société civile », du moins une portion de cette société, ne tient pas à rater l'occasion de tirer les épingles d'un jeu où elle monnaie son jugement et se transforme en arbitre corrompu. [...] La politique s'est muée progressivement en mangeoire où chaque candidat croit qu'une accession à un poste est une garantie sûre pour « mieux manger »¹.

**Alain NZADI-
A-NZADI, S.J.,**
Chercheur en
littératures
francophones.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

Quelle que soit la définition proposée, l'on peut au moins s'accorder à reconnaître que la politique est au service du bien commun². En effet, l'on ne peut pas concevoir une organisation de la société sans viser le bien commun. Celui-ci devrait donc constituer la motivation primordiale de tout engagement politique. Cependant, au regard de l'expérience congolaise, et peut-être d'une bonne partie de l'Afrique, la conception de l'engagement politique est biaisée³. L'exercice d'un mandat public est considéré, aux yeux de beaucoup, comme une occasion en or de s'enrichir en un temps record. Le service du bien commun est généralement relégué au second plan, s'il n'est pas carrément renvoyé aux calendes grecques.

Et pourtant, visualisons un instant la RD Congo dont tout le monde dit qu'elle est un scandale géologique. D'un côté, le pays est aux prises avec des défis pantagruéliques qu'il peine à relever : la faim, l'extrême pauvreté, l'insécurité tous azimuts, le chômage ou le sous-emploi, l'inexistence ou le vieillissement des infrastructures de base, etc. De l'autre, il y a des potentialités, à portée de main, qui

- 1 NTIMA NKANZA, « 'Papa alobaki ; le peuple d'abord !'. Libres propos sur le fondement anthropologique et extra-juridique de la redevabilité en politique », in *Congo-Afrique* (juin-juillet-août 2019), n°536, p. 545.
- 2 On peut lire avec profit LOHATA TAMBWE, « Politique comme gestion visant le bien commun », in *Congo-Afrique* (juin-juillet-août 2016), n°506, pp. 452-475.
- 3 Alain NZADI, « Une conception biaisée du mandat politique, un frein au développement et à l'émergence d'une 'conscience nationale' en RD Congo », in *Congo-Afrique* (février 2021), n°552, pp. 118-120.

constituent un levier indéniable du développement du pays : richesses du sol et du sous-sol, hydrologie généreuse pour des projets halieutiques et d'énergies renouvelables, population jeune et dynamique, etc. La transformation de ces potentialités en ressources utilisables nécessite un leadership politique audacieux et un patriotisme exemplaire pour réduire le hiatus scandaleux entre les ressources potentielles du pays et son niveau de développement déplorable.

Ainsi, la question qui sert de fil conducteur à ma réflexion sur le leadership politique à même d'aider le pays à avancer peut se résumer en ces termes : comment *faire la politique autrement* pour accélérer le développement du pays ? Mieux, quelles sont les qualités que le leadership politique devrait incarner pour mieux remplir son devoir citoyen ?

(1) Un leadership politique sacrificiel et redevable

Dans mon éditorial de mai 2021, réfléchissant alors sur l'écart criant entre le potentiel du pays (minier, forestier, hydrologique, humain, etc.) et la désillusion qu'oppose la réalité sociale de la majorité des Congolais, j'arrivai à cette conclusion : « L'Afrique a grandement besoin de développer un modèle de leadership sacrificiel ; c'est-à-dire un leadership qui sacrifie ses intérêts égoïstes au profit de l'intérêt des peuples qu'il est supposé servir. »⁴

Compte tenu des défis à relever, la RD Congo a grandement besoin d'un leadership politique dont la mission principale serait le développement du pays, se départissant des slogans démagogiques qui enferment les masses naïves dans une misère qui les asservit. Dans sa réflexion sur les « voix absentes » que nous publions dans ce numéro⁵, Kasereka exprime on ne peut mieux l'impasse congolaise : « Ceux qui veulent s'engager dans le changement social devraient commencer par transformer leur propre conception de la politique en se détournant de la conception autonomiste pour en forger une autre qui inscrit la politique et les institutions dans le social, celui-ci étant le lieu où s'éprouve la vérité de toute politique. »

Effectivement, si le social est le lieu où s'éprouve la vérité de toute politique, la transformation de celui-ci devrait constituer le cheval de bataille de tout leader politique qui a la lourde tâche de changer en mieux le destin de ses concitoyens vis-à-vis desquels il reste redevable. Malheureusement, cette conception d'un leadership sacrificiel et redevable semble loin du vécu politique congolais. Il est déplorable, en effet, de constater qu'en arrivant au pouvoir, l'objectif du politicien congolais est d'abord de s'enrichir et d'enrichir ses proches. Le peuple, quant à lui, assiste, impuissant, à la course éhontée et effrénée à l'enrichissement illicite et vertigineux de son leadership politique. Il faut donc affranchir la conception de l'engagement politique en RD Congo de certaines pesanteurs culturelles et des tares qui se sont érigées en mode opératoire.

4 Alain NZADI, « Transformer les potentialités en richesses réelles en vue du bien-être des citoyens : l'éternel combat de la RD Congo et de l'Afrique », in *Congo-Afrique* (mai 2021), n°555, p. 438.

5 KASEREKA KAVWAHIREHI, « Les voix absentes. Méditations sur les impasses sociales de la politique congolaise », in *Congo-Afrique* (janvier 2022), n°561, pp. 9-24.

(2) Un leadership politique visionnaire et proactif

Pour rattraper son retard, le pays a besoin d'un leadership politique porteur d'une vision claire et capable de prendre les moyens adéquats pour matérialiser cette vision. Ceci passe par une maîtrise de la situation sociopolitique, économique et culturelle du pays afin de proposer des politiques publiques inspirées des défis qu'il faut relever. Un leadership politique visionnaire et proactif est celui qui est imaginatif et capable de planifier les interventions de l'État. Il refuse de diriger le pays par le « fait accompli »⁶ ou par le diktat des urgences qu'une planification adéquate aurait pourtant pu éviter.

Quand on passe en revue plusieurs secteurs de la nation, il ressort de manière évidente que planifier ne fait pas encore partie des mœurs politiques et culturelles congolaises. Le Gouvernement est souvent dans une course contre la montre pour colmater des brèches dans tel ou tel compartiment de la vie de la nation ou pour faire face aux urgences multiples. Une fois ces brèches colmatées, le Gouvernement attend la prochaine crise ou catastrophe pour réagir à nouveau. Ce faisant, il est donc constamment dans une posture de *réaction* au lieu de se positionner dans une posture de *proaction*. Or gouverner correctement, c'est prévoir, dit-on.

Il y a donc un sérieux problème de planification à résoudre. C'est ici le lieu de pointer du doigt les insuffisances de l'administration publique. Le principe de continuité de l'État est pratiquement inexistant dans la culture politique congolaise. En effet, chaque cabinet politique qui arrive dans un ministère a tendance à réinventer la roue, faisant table rase des décisions du prédécesseur. Des plans de développement concoctés par des gouvernements précédents sont simplement tombés dans les oubliettes. C'est le cas, par exemple, du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) aujourd'hui enfoui dans les tiroirs du gouvernement. En effet, conduit par le Gouvernement Matata en 2016, et facilité par le Ministère du plan et le CEPAS, ce Plan a connu une très large participation de diverses couches sociales à travers le pays⁷, avant d'être "archivé" par les gouvernements qui ont suivi. D'où, la question idoine à se poser : ne devrait-on pas renforcer les structures administratives des Ministères pour qu'elles servent ainsi de mémoire à toutes les politiques publiques qui peuvent être initiées par les gouvernements successifs ?

Faire la politique autrement revient donc à promouvoir un leadership politique capable d'incarner les valeurs évoquées ici : sacrifice, redevabilité, vision et proaction ; un leadership au service du peuple et pour l'intérêt de la nation. ■

6 Alain NZADI, « S'affranchir de la politique du fait accompli pour entrer dans l'ère de la planification et de la prévoyance », in *Congo-Afrique* (décembre 2018), n°530, pp. 901-902.

7 Cf. Ministère du Plan et suivi de la Révolution de la Modernité et Centre d'Études pour l'Action Sociale (CEPAS), *Ateliers de discussion sur les stratégies et actions du Plan National Stratégique de Développement (PNSD). Vision de la RDC à l'horizon 2050. Rapport général* (inédit), Juin 2016, 170 pages.